

No :

COUR FÉDÉRALE – SECTION DE PREMIÈRE INSTANCE

ENTRE :

**VILLE DE LAVAL**, personne morale de droit public légalement constituée  
(S.Q. 1965, c. 89), ayant son hôtel de ville au 3131, boulevard St-Martin Ouest,  
bureau 120, Laval (Québec), H7T 2Z5;

**Demanderesse**

**PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA**, bureau du sous-procureur général du  
Canada, 284, rue Wellington, Ottawa (Ontario), K1A 0H8;

**Défendeur**

ET

**SERVICE CORRECTIONNEL CANADA**, ayant un établissement au 400-4 place  
Laval, Ville de Laval (Québec), H7N 5Y3;

**Défendeur**

ET

**SERVICES PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT CANADA**, ayant un  
établissement à Place Bonaventure, portail Sud-Ouest, 800, rue de La Gauchetière  
Ouest, bureau 7300, Montréal (Québec), H5A 1L6;

**Office fédéral visé par la demande**

---

**AVIS DE DEMANDE**  
DE CONTRÔLE JUDICIAIRE PRÉSENTÉE EN VERTU DES ARTICLES 18 (1)  
et 18.1 (1) de la *Loi sur les cours fédérales*, LRC 1985, c F-7

---

AU DÉFENDEUR :

UNE INSTANCE A ÉTÉ INTRODUITE CONTRE VOUS par la demanderesse. La réparation demandée par celle-ci est exposée ci-après.

LA PRÉSENTE DEMANDE sera entendue par la Cour aux date, heure et lieu fixés par l'administrateur judiciaire. À moins que la Cour n'en ordonne autrement, le lieu de l'audience sera celui choisi par la demanderesse. Celle-ci demande que l'audience soit tenue à Montréal.

SI VOUS DÉSIREZ CONTESTER LA DEMANDE, être avisé de toute procédure engagée dans le cadre de la demande ou recevoir signification de tout document visé dans la demande, vous-même ou un avocat vous représentant devez déposer un avis de comparution établi selon la formule 305 des *Règles des Cours fédérales* et le signifier à l'avocat de la demanderesse ou, si ce dernier n'a pas retenu les services d'un avocat, à la demanderesse elle-même, DANS LES DIX JOURS suivant la date à laquelle le présent avis de demande vous est signifié.

Des exemplaires des *Règles des Cours fédérales* ainsi que les renseignements concernant les bureaux locaux de la Cour et autres renseignements utiles peuvent être obtenus, sur demande, de l'administrateur de la Cour, à Ottawa (n° de téléphone 613-992-4238), ou à tout bureau local.

SI VOUS NE CONTESTEZ PAS LA DEMANDE, UN JUGEMENT PEUT ÊTRE RENDU EN VOTRE ABSENCE SANS QUE VOUS RECEVIEZ D'AUTRE AVIS.

Montréal, le \_\_\_\_\_ 2022

Délivré par : \_\_\_\_\_  
(fonctionnaire du greffe)

Adresse du bureau local :  
30, rue McGill, Montréal,  
Québec, H2Y 3Z7

DESTINATAIRES :

PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA,  
Bureau du sous-procureur général du Canada,  
284, rue Wellington, Ottawa (Ontario), K1A 0H8

Défendeur

ET

SERVICE CORRECTIONNEL CANADA,  
Administration régionale, Québec  
400-4 place Laval,  
Ville de Laval (Québec), H7N 5Y3

Défendeur

ET

SERVICES PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT CANADA,  
Place Bonaventure, portail Sud-Ouest,  
800, rue de La Gauchetière Ouest,  
bureau 7300, Montréal (Québec)  
H5A 1L6

Office fédéral visé par la demande

---

**DEMANDE DE CONTRÔLE JUDICIAIRE**

Présentée en vertu des articles 18 (1) et 18.1 (1) de la *Loi sur les cours fédérales*,  
LRC 1985, c F-7

---

1. La présente est une demande de contrôle judiciaire concernant Services publics et approvisionnement Canada relativement à sa décision communiquée pour la première fois à la demanderesse le 3 août 2022 de refuser à la demanderesse un paiement versé en remplacement d'impôts relativement à une contribution pour fins de parcs relative au projet du Centre de surveillance de l'immigration de Laval, tel qu'il appert de la lettre du 3 août 2022, communiquée comme **pièce P-1**;

**L'objet de la demande est le suivant :**

2. ACCUEILLIR la présente demande;
3. INFIRMER la décision communiquée le 3 août 2022 par Services publics et approvisionnement Canada de refuser à la demanderesse un paiement versé en remplacement d'impôt relativement à la contribution pour fins de parcs s'inscrivant dans le projet du Centre de surveillance de l'immigration de Laval;
4. DÉCLARER que la contribution pour fins de parcs s'inscrivant dans le projet du Centre de surveillance de l'immigration de Laval est visée par le régime de la *Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts*, LRC 1985, c M-13, et que Services publics et approvisionnement Canada doit ainsi verser un paiement en remplacement d'impôts à la demanderesse relativement à cette contribution pour fins de parcs;
5. ORDONNER à Services publics et approvisionnement Canada de verser à la demanderesse un paiement en remplacement d'impôts relativement à la contribution pour fins de parcs s'inscrivant dans le projet du Centre de surveillance de l'immigration de Laval;
6. LE TOUT, avec frais;

**Les motifs de la demande sont les suivants :**

**Les parties et le Centre de surveillance de l'immigration de Laval**

7. La demanderesse est une personne morale de droit public légalement constituée en vertu de la Charte de la Ville de Laval (S.Q. 1965, c. 89) et est une autorité taxatrice au sens de la *Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts*, LRC 1985, c M-13 (ci-après la « LPERI »);

8. Services publics et approvisionnement Canada (ci-après « SPAC ») est responsable des paiements versés en remplacement d'impôts (ci-après les « PERI ») effectués relativement aux immeubles du gouvernement fédéral situés sur le territoire de la demanderesse, ce qui inclut notamment le Centre de surveillance de l'immigration de Laval;
9. SPAC est un office fédéral au sens de la *Loi sur les cours fédérales*, LRC 1985, c F-7;
10. Le Centre de surveillance de l'immigration de Laval est situé sur la montée Saint-François à Laval et fait partie d'une propriété immobilière située sur le territoire de la demanderesse et qui correspond à l'unité d'évaluation portant le numéro de matricule 9253-74-4533-7 à son rôle d'évaluation foncière (ci-après le « CSIL »), le tout tel qu'il appert de l'extrait du site internet de l'*Agence des services frontaliers du Canada* sur le CSIL, communiqué comme **pièce P-2**, et de l'extrait du rôle d'évaluation foncière de la demanderesse, communiqué comme **pièce P-3**;
11. Le propriétaire de l'unité d'évaluation portant le numéro de matricule 9253-74-4533-7 au rôle d'évaluation foncière de la demanderesse est le gouvernement fédéral, le tout tel qu'il appert de l'extrait du rôle d'évaluation foncière de la demanderesse, communiqué comme **pièce P-3**;
12. Le CSIL est exploité en vertu d'un protocole d'entente conclu avec Service correctionnel Canada, le tout tel qu'il appert de l'extrait du site internet de l'*Agence des services frontaliers du Canada*, communiqué comme **pièce P-2**;
13. Service correctionnel Canada est une entité sous la direction du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile en vertu de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, LC 1992, c 20;
14. La propriété immobilière dont fait partie le CSIL est une propriété fédérale au sens de la LPERI;

Le projet du CSIL et la demande de PERI pour contribution pour fins de parcs

15. Au minimum à compter de juin 2017, des représentants du gouvernement fédéral sont entrés en contact avec des représentants de la demanderesse relativement à un projet visant le CSIL;
16. En juillet 2017 une rencontre de démarrage a eu lieu entre des représentants du gouvernement fédéral et des représentants de la demanderesse au sujet du projet visant le CSIL, rencontre lors de laquelle plusieurs questions découlant de la réglementation de la demanderesse ont fait l'objet de discussions, le tout tel qu'il appert de l'échange de courriels ayant fait suite à cette rencontre, communiqué comme **pièce P-4**;

17. Comme en fait état le site internet de SPAC :

*« Ce nouveau [centre de surveillance de l'immigration] se composera d'environ 8 080 mètres carrés de surface de plancher pour l'hébergement, les espaces administratifs, les espaces de soutien et les espaces à usage spécial. Le nouveau bâtiment doit inclure tous les éléments de construction typiques, à savoir l'infrastructure, la superstructure et l'enveloppe du bâtiment, l'aménagement intérieur, les services mécaniques et électriques ainsi que l'équipement et l'ameublement spécialisé. Les travaux spécifiques liés à la sécurité impliquent les systèmes de vidéosurveillance, de contrôle d'accès et de communications, entre autres. L'aménagement de l'emplacement comprend le stationnement extérieur, les cours, la signalisation, les travaux de génie civil, l'aménagement paysager, etc. »*

le tout tel qu'il appert de l'extrait du site de SPAC, **pièce P-5**;

18. Entre janvier 2019 et le printemps 2020, des rencontres ont eu lieu entre des représentants de la demanderesse et des représentants du gouvernement fédéral, rencontres au cours desquelles ces derniers se sont notamment enquis des exigences usuelles issues de la réglementation de la demanderesse et normalement applicables à des projets comme celui envisagé pour le CSIL;
19. Entre autres, il a été question de la réglementation entourant la délivrance d'un permis de lotissement, d'un permis de construction et d'un permis de branchement;
20. Ces sujets avaient d'ailleurs déjà fait l'objet de discussions entre les représentants de la demanderesse et les représentants du gouvernement fédéral dès la rencontre de démarrage en juillet 2017, le tout tel qu'il appert de l'échange de courriels ayant fait suite à cette rencontre, communiqué comme **pièce P-4**;
21. Les représentants de la demanderesse ont également informé les représentants du gouvernement fédéral que la délivrance d'un permis de construction ou d'un permis de lotissement est, lorsqu'applicable, assujettie à une contribution pour fins de parcs, que cette contribution correspond alors à 10% de la valeur du terrain visé par le projet et que c'est la demanderesse qui attribue alors une valeur au terrain;
22. L'assujettissement du projet du CSIL à une contribution pour fins de parcs a d'ailleurs été mentionné dès août 2017 dans l'échange de courriels faisant suite à la rencontre de démarrage, le tout tel qu'il appert de cet échange de courriels, communiqué comme **pièce P-4**;
23. La contribution pour frais de parcs est un prélèvement imposé aux propriétaires par les municipalités, prélèvement qu'elles opèrent sur des immeubles (terrains)

afin de subvenir à certaines de leurs dépenses publiques, soit l'établissement, l'agrandissement ou le maintien de parcs, terrains de jeux ou espaces naturels;

24. Lors d'une de ces rencontres, les représentants du gouvernement fédéral ont dit à ceux de la demanderesse que celui-ci n'était pas tenu de payer la contribution pour fins de parcs et un représentant du gouvernement fédéral a mentionné que la demanderesse pouvait explorer la possibilité de réclamer cette somme par le biais d'un PERI;
25. Par la suite, la demanderesse a effectué des démarches afin de déterminer et d'attribuer la valeur du terrain visé par le projet du CSIL;
26. Les lots constituant le terrain où le projet du CSIL a lieu ont fait l'objet d'opérations cadastrales dans le cadre du projet, le tout tel qu'il appert de la date d'établissement de ces lots, comme indiqué dans les extraits des index des immeubles et plans relatifs aux lots 6 389 479, 6 389 480 et 6 389 481 du cadastre du Québec, communiqués *en liasse* comme **pièce P-6**;
27. Toutefois, SPAC n'a pas fait de demande de permis de lotissement à la demanderesse dans le cadre du projet du CSIL en lien avec les trois lots mentionnés ci-dessus;
28. Bien que SPAC ait déposé une demande de permis de construction nouvelle le 9 septembre 2019 dans le cadre du projet du CSIL, le tout tel qu'il appert du formulaire de demande de permis de construction nouvelle, communiqué comme **pièce P-7**, la demanderesse ne lui a pas délivré un tel permis parce que les conditions requises n'ont pas été satisfaites;
29. Le 21 décembre 2021, une demande de PERI a été transmise par la demanderesse à SPAC relativement à la contribution pour frais de parcs relative au projet du CSIL, le tout tel qu'il appert de cette demande de PERI et de ses pièces jointes, communiquées *en liasse* comme **pièce P-8**;
30. Le 6 avril 2022, SPAC a transmis une lettre à la demanderesse lui demandant de fournir tout autre détail ou analyse à prendre en considération dans le cadre de l'étude de la demande, tel qu'il appert de la lettre du 6 avril 2022, communiquée comme **pièce P-9**;
31. Le 3 juin 2022, la demanderesse, par le biais de son service des affaires juridiques, a transmis une analyse additionnelle à prendre en considération dans le cadre de la demande, tel qu'il appert de la lettre du 3 juin 2022, communiquée comme **pièce P-10**;
32. Le 3 août 2022, SPAC a transmis à la demanderesse sa décision selon laquelle la demande du 21 décembre 2021 ne peut faire l'objet d'un PERI, tel qu'il appert de la **pièce P-1**;

Les contributions pour fins de parcs à la Ville de Laval

33. À tout moment pertinent aux fins du présent dossier, l'obligation de verser une contribution pour fins de parcs à la demanderesse pouvait être imposée à un propriétaire dans deux types de circonstances :
- a) afin d'obtenir la délivrance d'un permis de construction lors de la mise en place d'un nouveau bâtiment principal destiné à être occupé par certains groupes d'usage sur un terrain n'appartenant pas à la demanderesse et dont l'immatriculation n'a pas fait l'objet de l'émission d'un permis de lotissement en raison du fait qu'elle a résulté de la rénovation cadastrale, le tout tel qu'il appert des articles 23.17 et 23.18 du *Règlement L-2000 concernant l'aménagement du territoire, le zonage, l'usage des bâtiments et des terrains et les plans d'implantation et d'intégration architecturale dans la Ville de Laval* (ci-après le « Règlement L-2000 »), communiqués comme **pièce P-11**;
  - b) afin d'obtenir la délivrance d'un permis de lotissement, comme condition préalable à l'approbation d'un plan cadastral relatif à une opération cadastrale, le tout tel qu'il appert de l'article 3.4.6 du *Règlement de lotissement de la Ville de Laval* (ci-après le « Règlement L-9500 »), communiqué comme **pièce P-12**;
34. Comme le comité exécutif de la demanderesse a opté pour que la contribution pour fins de parcs relative au CSIL soit versée en argent, celle-ci doit donc correspondre à une somme représentant 10% de la valeur attribuée au terrain pertinent par la demanderesse, le tout tel qu'il appert de la résolution CE-20211215-4263 du comité exécutif de la demanderesse, communiquée comme **pièce P-13**, des articles 23.18 A), C) et D) du Règlement L-2000, **pièce P-11**, et des articles 3.4.6.1, 3.4.6.3 et 3.4.6.4 du Règlement L-9500, **pièce P-12**;
35. En l'espèce, le projet du CSIL aurait satisfait aux conditions menant à l'obligation de verser une contribution pour fins de parcs, que ce soit en vertu du Règlement L-2000 ou du Règlement L-9500;
36. En effet, en ce qui a trait au Règlement L-2000 :
- a) Le projet du CSIL implique la mise en place d'un nouveau bâtiment principal;
  - b) Il appartient à l'un des groupes d'usage identifiés à l'article 23.17 du Règlement L-2000, soit l'usage « public » et « semi-public » 1, le tout tel qu'il appert de l'article 23.17 du Règlement L-2000, communiqué comme **pièce P-11**, et de l'échange de courriels ayant



fait suite à la rencontre de démarrage, communiqué comme **pièce P-4**;

- c) Il a lieu sur un terrain n'appartenant pas à la demanderesse; et
- d) Il a lieu sur un terrain dont l'immatriculation à titre de lot distinct n'a pas fait l'objet de l'émission d'un permis de lotissement en raison du fait qu'elle a résulté de la rénovation cadastrale;

37. En ce qui a trait au Règlement L-9500 :

- a) Une opération cadastrale a été effectuée dans le contexte du projet du CSIL et une telle opération requiert normalement un permis de lotissement, le tout tel qu'il appert des index des immeubles et plans, **pièce P-6** et de l'article 3.1 du Règlement L-9500, **pièce P-12**;
- b) Une personne qui fait une demande de permis de lotissement doit inclure dans sa demande un plan cadastral de l'opération cadastrale projetée, le tout tel qu'il appert de l'article 3.3.1 b) du Règlement L-9500, **pièce P-12**;
- c) Avant qu'un plan cadastral relatif à une opération cadastrale soit approuvé et que le permis de lotissement ne soit délivré, le propriétaire du terrain pertinent doit verser à la demanderesse une contribution pour fins de parcs, si applicable, le tout tel qu'il appert de l'article 3.4.6.1 du Règlement L-9500, **pièce P-12**;
- d) Selon les vérifications effectuées par les représentants de la demanderesse, une contribution pour fins de parcs n'a jamais été versée relativement aux lots pertinents;
- e) L'opération cadastrale effectuée dans le cadre du CSIL ne fait pas partie des exceptions identifiées au Règlement L-9500 ne requérant pas de permis de lotissement, le tout tel qu'il appert de l'article 3.1 du Règlement L-9500, **pièce P-12**;
- f) L'opération cadastrale effectuée dans le cadre du CSIL ne fait pas partie des exceptions identifiées au Règlement L-9500 ne requérant pas de frais de parcs, le tout tel qu'il appert de l'article 3.4.6.1 du Règlement L-9500, **pièce P-12**;

38. Un propriétaire privé aurait dû obtenir un permis de lotissement et un permis de construction pour mener à terme un projet comme le CSIL;

39. Un propriétaire privé n'aurait donc pas pu mener à terme un projet comme le CSIL sans verser une contribution pour fins de parcs, contribution que le comité exécutif a exigée sous forme d'argent dans le cadre du CSIL, tel qu'il appert de la résolution CE-20211215-4263 du comité exécutif de la demanderesse, **pièce P-13**;

40. En se soustrayant à ce prélèvement, le gouvernement fédéral et SPAC font comme si les contributions pour fins de parcs n'existaient pas et se créent

arbitrairement un système fiscal distinct et fictif qui, pour un propriétaire privé, ne serait que fabulations;

41. La contribution pour frais de parcs relative au CSIL est un impôt foncier au sens de la LPERI (« *real property tax* »);
42. La contribution pour frais de parcs relative au CSIL est une taxe, répond à toutes les définitions et exigences pertinentes prévues à la LPERI et doit donc donner lieu à un PERI;
43. La décision de SPAC de ne pas verser un PERI pour la contribution pour frais de parcs relative au CSIL a été rendue sans compétence et sur la base de conclusions erronées, est entachée d'erreurs de droit et est contraire à la loi;
44. La question de savoir si la contribution pour frais de parcs relative au CSIL doit donner lieu à un PERI est une question de droit;
45. La norme de la décision correcte est celle qui s'applique à la décision de SPAC de ne pas verser un PERI en lien avec la contribution pour frais de parcs relative au CSIL;
46. La décision de SPAC de ne pas verser un PERI pour la contribution pour frais de parcs relative au CSIL est mal fondée en faits et en droit et est déraisonnable;
47. La présente demande est bien fondée en faits et en droit.

**Les documents ci-après sont présentés à l'appui de la demande :**

**Affidavits**

- a) Un affidavit de M. Maxime Larochelle sera produit conformément à la Règle 306 des *Règles des Cours fédérales*, DORS/98-106 (1998) 132, Gazette canadienne, Partie II, 424;
- b) Un affidavit de Mme Andrée-Anne Saindon sera produit conformément à la Règle 306 des *Règles des Cours fédérales*, DORS/98-106 (1998) 132, Gazette canadienne, Partie II, 424;
- c) Un affidavit de M. Daniel Roy sera produit conformément à la Règle 306 des *Règles des Cours fédérales*, DORS/98-106 (1998) 132, Gazette canadienne, Partie II, 424;
- d) Un affidavit de Mme Annie Filion sera produit conformément à la Règle 306 des *Règles des Cours fédérales*, DORS/98-106 (1998) 132, Gazette canadienne, Partie II, 424;

- e) Un affidavit de M. Stéphane Gauvreau sera produit conformément à la Règle 306 des *Règles des Cours fédérales*, DORS/98-106 (1998) 132, Gazette canadienne, Partie II, 424;

Pièces documentaires

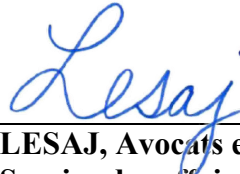
- PIÈCE P-1 :** Lettre datée du 3 août 2022 transmise par Services publics et Approvisionnement Canada
- PIÈCE P-2 :** Extrait du site internet de l'*Agence des services frontaliers du Canada* sur le Centre de surveillance de l'immigration de Laval
- PIÈCE P-3 :** Extrait du rôle d'évaluation foncière de la Ville de Laval pour l'unité d'évaluation portant le numéro de matricule 9253-74-4533-7
- PIÈCE P-4 :** Échange de courriels entre des représentants du gouvernement fédéral et de la Ville de Laval à la suite de la rencontre de démarrage de juillet 2017
- PIÈCE P-5 :** Extrait du site internet de Services publics et Approvisionnement Canada sur le Centre de surveillance de l'immigration de Laval
- PIÈCE P-6 :** Extraits des index des immeubles et plans relatifs aux lots 1 629 460, 1 629 461, 6 389 479, 6 389 480 et 6 389 481 du cadastre du Québec, *en liasse*
- PIÈCE P-7 :** Formulaire de demande de construction nouvelle pour le Centre de surveillance de l'immigration de Laval
- PIÈCE P-8 :** Demande de paiement versé en remplacement d'impôts datée du 21 décembre 2021 transmise par la Ville de Laval à Services publics et Approvisionnement Canada concernant la contribution pour frais de parc relative au projet du Centre de surveillance de l'immigration de Laval, ainsi que ses pièces jointes, *en liasse*
- PIÈCE P-9 :** Lettre datée du 6 avril 2022 transmise par Services publics et Approvisionnement Canada à Ville de Laval concernant une demande d'informations supplémentaires

- PIÈCE P-10 :** Lettre datée du 3 juin 2022 transmise par Ville de Laval à Services publics et Approvisionnement Canada
- PIÈCE P-11 :** Extraits du *Règlement L-2000 concernant l'aménagement du territoire, le zonage, l'usage des bâtiments et des terrains et les plans d'implantation et d'intégration architecturale dans la Ville de Laval*
- PIÈCE P-12 :** Extraits du *Règlement de lotissement de la Ville de Laval (L-9500)*
- PIÈCE P-13 :** Résolution CE-20211215-4263 du comité exécutif de la Ville de Laval

**La demanderesse demande à Services publics et Approvisionnement Canada et à Service correctionnel Canada de lui faire parvenir et d'envoyer au greffe une copie certifiée des documents ci-après qui ne sont pas en sa possession, mais qui sont en la possession de Services publics et Approvisionnement Canada et de Service correctionnel Canada (Règles 317 (1) et (2) des *Règles de la Cour fédérale*) :**

- a) Le protocole d'entente auquel est partie Service correctionnel Canada relativement à l'exploitation du Centre de surveillance de l'immigration de Laval;
- b) Tout document indiquant qui est responsable de l'exploitation ou la gestion du Centre de surveillance de l'immigration de Laval.

Laval, le 31 août 2022



---

**LES AJ, Avocats et notaires**  
**Service des affaires juridiques de Ville**  
**de Laval**

**(Me Hugues Doré-Bergeron)**

1200, boul. Chomedey, bureau 600

Laval, Québec, H7V 3Z3

Téléphone: (450) 978-5866

Télécopieur: (450) 978-5871

Courriel : [h.dorebergeron@laval.ca](mailto:h.dorebergeron@laval.ca)

Notification: [notification-lesaj@laval.ca](mailto:notification-lesaj@laval.ca)

N/Réf. : 19-18127/HDB

Avocats de la demanderesse

N° T-

---

**COUR FÉDÉRALE  
SECTION DE PREMIÈRE INSTANCE**

---

**ENTRE :**

**VILLE DE LAVAL**  
Demanderesse

**PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA**  
Défendeur  
et  
**SERVICE CORRECTIONNEL CANADA**  
Défendeur

et  
**SERVICES PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT  
CANADA**  
Office fédéral visé par la demande

---

**AVIS DE DEMANDE DE CONTRÔLE JUDICIAIRE**  
PRÉSENTÉE EN VERTU DES ARTICLES 18(1) et 18.1(1)  
de la *Loi sur les cours fédérales*, LRC 1985, c F-7

**DEMANDE DE CONTRÔLE JUDICIAIRE**  
PRÉSENTÉE EN VERTU DES ARTICLES 18(1) et 18.1(1)  
de la *Loi sur les cours fédérales*, LRC 1985, c F-7

---

**ORIGINAL**

---

Notre référence : 101-19-18127

**Avocat responsable :**

**Me Hugues Doré-Bergeron**

Courriel : [h.dorebergeron@laval.ca](mailto:h.dorebergeron@laval.ca)

BA-0476



**LESAJ, Avocats et notaires**  
**Service des affaires juridiques**  
**de Ville de Laval**

600 - 1200, boulevard Chomedey  
Case Postale 422  
Succursale Saint-Martin  
Laval (Québec) H7V 3Z4

Téléphone  
450 978-5866  
Télécopieur  
450 978-5871

Courriel aux seules fins de notification d'actes de procédure :  
[notification-lesaj@laval.ca](mailto:notification-lesaj@laval.ca)